

Bonjour à tous,

Je vous apporte le salut des retraités Force Ouvrière de Saint-Nazaire et de l'Union départementale des retraités Force Ouvrière de Loire Atlantique

Mes chers camarades, le gouvernement a changé mais pas les méthodes; Macron et ses valets continuent et en rajoutent. Les retraités sont particulièrement visés, après toutes les attaques des précédents gouvernements, le dernier allant jusqu'à geler les retraites et pensions de 16 millions de retraités pendant plus de 4 ans de suite.

Au plan national, le groupe des 9 organisations de retraités (FO - CGT - UNIRS - SOLIDAIRES - CFE-CGC - CFTC - FSU - FGR FP - LSR - UNRPA) a demandé à plusieurs reprises à être reçu par le Président de la République.

Ce dernier, prétextant un emploi du temps chargé, nous a opposé une fin de non-recevoir et nous a renvoyés sur le ministère de la santé. Ainsi 16 millions de retraités-es seraient une telle quantité négligeable pour le locataire de l'Élysée, qu'il ne trouverait pas le temps de recevoir leurs représentants.

Pourtant nous en avons des choses à lui dire et des revendications à faire valoir.

Mais il est vrai qu'à ses yeux nous sommes des nantis ou peut-être même des fainéants ! Et que nous devons nous taire et faire des efforts... c'est pourquoi il s'apprête à augmenter la CSG de 1,7 points et à réduire ainsi le pouvoir d'achat de dix millions de retraités, en considérant qu'au-delà de 1200 € de pension pour une personne vivant seule, 2042 € à deux, un retraité est suffisamment aisé... Ainsi dès le 1^{er} janvier cette mesure aboutirait à une perte annuelle de plusieurs centaines d'euros pour plus de 60% de retraités-es. Ils se moquent de nous !

Soi-disant ce serait pour aider les jeunes ? Est-ce que le Gouvernement aide les jeunes ? Pour les organisations syndicales de retraités, la meilleure manière d'aider les jeunes, de les aider à préserver leur avenir, c'est d'être avec eux, avec les salariés et les chômeurs, pour exiger le retrait des ordonnances et de toutes les mesures antisociales.

Cette ponction de 1,7 % pour la CSG serait un nouveau coup dur porté au pouvoir d'achat des retraités, qui s'ajouterait aux nombreuses mesures fiscales pénalisantes qui leur ont été infligées ces dernières années (suppression de la demi-part supplémentaire pour les parents isolés, veufs ou veuves n'ayant pas élevé seuls leurs enfants ; fiscalisation des majorations de pensions accordées aux retraités qui ont élevé trois enfants ou plus ; prélèvement depuis le 1^{er} avril 2013 de la CASA de 0,3% acquittée par tous les retraités imposables ...) ainsi qu'à l'absence de revalorisation des pensions et des retraites de base et complémentaire depuis 2013.

Nous n'acceptons pas cette augmentation de la CSG et ce n'est pas la faible augmentation au 1^{er} octobre de 0,8 % de la retraite de base (sécurité sociale), qui nous

fera changer d'avis. Cette soi-disant augmentation permet seulement de compenser une partie de l'inflation, pour une partie des retraités.

D'autant plus qu'on nous annonce déjà 0% d'augmentation pour 2018.
C'est la méthode : je vous donne un sou et je vous en prends 4.

Les retraités défendent et défendront la Sécurité Sociale, celle de 1945, qui permet d'acquérir des droits par des cotisations. La CSG n'ouvre aucun droit. Le transfert des cotisations vers la CSG est donc une entourloupe qui vise entre autres à détruire la Sécurité Sociale. Cela s'ajoute à l'amputation directe sur nos revenus de retraités, mais en fait ce transfert concerne tous les salariés et renforce notre détermination commune contre ces mesures.

Prendre au plus grand nombre pour donner aux riches... C'est Robin des Bois à l'envers. Ce gouvernement prévoit de prendre beaucoup dans la poche des retraités : l'APL pour les locataires, la suppression de services publics en privant les collectivités locales de la recette de la taxe d'habitation et en supprimant 120 000 emplois de fonctionnaires.

Et il donne beaucoup aux riches : baisse de l'ISF, baisse de l'impôt sur les sociétés, cadeaux aux rentiers en plafonnant l'imposition des revenus du capital.

Nous réclamons, et c'est justifié, un retour à l'indexation des retraites et pensions sur l'évolution des salaires.

Et il n'y a pas que nos retraites de la Sécurité Sociale, il y a aussi les retraites complémentaires avec les effets de l'accord que nous avons refusé de signer, et qui entérine un nouveau gel pendant 3 ans encore, ainsi qu'une décote visant à décourager ceux qui voudraient partir dès que leur droit au taux plein est atteint. Pour les retraites complémentaires c'est donc là aussi 0 %, pas d'augmentation...

Dans un contexte de dégradation de nos revenus, de hausse des coûts des complémentaires et de restrictions budgétaires, la place de la Sécurité Sociale, des services publics et de l'hôpital en particulier, est primordiale.

Notre système de santé est tellement dégradé qu'il n'est même plus capable de répondre à une épidémie de grippe .

Cela montre l'ampleur de la politique de casse de la Sécurité Sociale, de l'hôpital : suppression de milliers d'emplois, des milliers de lits fermés, course à la rentabilité.

Se soigner devient difficile pour les retraités: dépassement d'honoraires, restes à charge, mutuelles trop coûteuses, désertification médicale...

Cette situation est catastrophique dans le secteur hospitalier, comme dans tout le secteur médical social.

Et que dire des Ehpad où le reste à charge pour les familles est inacceptable.

Force Ouvrière ne cesse de dénoncer l'application de l'austérité budgétaire aux personnes âgées et exige que les moyens soient donnés aux établissements pour accueillir dignement les anciens et que des mesures soient prises pour diminuer les restes à charge insupportables pour les familles.

C'est également l'aide à domicile qui est en danger : salaires indécents, dégradation extrême des conditions de travail, restes à charge importants, étranglement financier des associations qui en ont la charge : la situation est là encore, catastrophique.

La politique de ce gouvernement à l'égard de la Sécurité Sociale est de la même veine que celle à l'égard des ordonnances sur la réforme du travail: faire disparaître tout ce qui a été acquis par les travailleurs, notamment depuis 1945.

Nous sommes là aujourd'hui pour **dire « Nous ne lâcherons rien » « Nous ne les laisserons pas massacrer nos acquis »**

Rappelons que le Président banquier, qui se prend pour Jupiter, n'a rassemblé au premier tour de son élection que 18 % des inscrits. C'est un Gouvernement faible qui veut nous frapper ! Et le Figaro de Lundi indiquait en première page que les résultats d'En Marche aux élections sénatoriales étaient *« son premier échec électoral »*.

Alors, comment les faire reculer ? N'est-ce pas en renforçant ce front de résistance construit contre la loi travail avec les actifs dans **l'action interprofessionnelle** seule à même de les faire reculer ?

Il nous faut rappeler ici que la Commission Exécutive de notre Confédération Force Ouvrière s'est prononcé contre les ordonnances et a décidé que FO votera contre. Elle a décidé également qu'il était important que les confédérations syndicales puissent échanger rapidement entre elles sur la situation.

Il faut le dire clairement, c'est tous ensemble, en même temps, et non pas les uns après les autres, que nous gagnerons, tous ensemble, toutes branches confondues, public et privé ensemble, salariés, chômeurs, jeunes, retraités, intersyndicalement, réunis dans une offensive unitaire et déterminée, et non pas par des actions séparées ou répétées.

Donnons-nous les moyens de gagner.

Je vous remercie.